

DISCOURS DU REPRESENTANT LEGAL DE L'OBSERVATOIRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MALVERSATIONS ECONOMIQUES LORS DE L'OUVERTURE

17 mars 2002

Honorables Députés,
Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations internationales au Burundi,
Messieurs les Représentants des Confessions Religieuses,
Messieurs les Représentants du Conseil des Bashingantahe au Burundi,
Distingués invités, Mesdames, Messieurs.

En ce jour mémorable de lancement officiel des activités de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques « OLUCOME » en sigle, l'honneur m'échoit d'adresser mes sincères remerciements à son Excellence Monsieur le Ministre de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation qui a bien voulu accepter de patronner ces cérémonies. Nos remerciements vont également à l'auguste assemblée qui a vivement répondu à notre invitation et plus particulièrement à tous ceux qui ont contribué à la réussite de cette fête.

Aussi, je m'en voudrais de passer sans vous faire un bref historique de notre observatoire, qui est une organisation non gouvernementale initiée par des leaders soucieux d'une bonne gouvernance et d'une gestion efficiente de la chose publique.

En effet, l'OLUCOME est né d'une observation des mécanismes de corruption et des rythmes accélérés de détournement des ressources publiques et a été agréé par l'ordonnance Ministérielle n°530/1024 du 27/12/2002.

Comme vous le savez, la corruption et les malversations économiques sont des maux qui minent la société en général et notre pays le Burundi en particulier, surtout avec la crise qui l'a secoué depuis 1993 à ce jour.

Distingués invités, Mesdames, Messieurs,

Ces pratiques qui créent des frustrations, des déceptions, des malédictions et de la colère au sein de la population burundaise effritent la culture d'ubuntu qui caractérise notre peuple et compromette dangereusement la moralité et l'éthique du fonctionnaire.

Malheureusement, les mêmes pratiques risquent de s'incruster dans toute la culture burundaise sous le vocale populaire « **Ntikiribwivu** ».

- I. Mais dans tout cela quelles sont les causes de la corruption et des malversations économiques ? A quel niveau se situe ces épidémies ?
- II. Actuellement nous vivons dans des conditions très délicates où la corruption et autres malversations ont un dangereux libre cours ! Comme mentionné plus

haut, tous les niveaux de la société burundaise sont susceptibles de corruption. Il y a tout un éventail de cause dont la plus dangereuse est la guerre. Ce sont des causes qui font que tout un chacun est enclin à la corruption d'une façon ou d'une autre.

- III. Le niveau de vie complètement dégradé fait qu'un responsable de tel service souhaite préserver son niveau de vie que les moyens mis à sa disposition sont tellement réduits qu'il est obligé de recourir à la corruption.

La situation salariale catastrophique fait que le salarié qui est dans une position corruptible n'arrive plus à échapper à cette tentation parce qu'il y a un minimum vital nécessaire pour pratiquer la vertu.

La lenteur de l'Administration avec ses dossiers alors que les concernés sont en course effrénée avec le temps porte toujours des tendances à la corruption. Nous tous ici présents, nous devons trouver le médicament à cette maladie.

Dans le souci de rompre avec le silence coupable qui caractérise la société burundaise ces derniers temps, l'observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques mettra tout en œuvre pour que le citoyen ne doive plus acheter des services auxquels il a naturellement droit et que les avantages que les individus s'offrent mutuellement ne soient pas constamment soumis à des valeurs comme l'hierarchie sociale, le degré de connaissance ou d'aisance matérielle. Dans le déroulement de nos activités, nous veillerons particulièrement à la bonne éthique dans la gestion du gâteau national.

C'est ainsi que, pour mener à bien cette noble lutte, nous nous engageons entre autre à :

- Définir les standards de transparence et de responsabilisation pour les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile et les institutions internationales dans le pays ;
- Promouvoir l'établissement des solides pratiques comptables opportunes et conformes aux normes internationales de comptabilité et d'audit ;
- Promouvoir la mise sur pied d'une magistrature indépendante et compétente dévouée à faire respecter l'Etat de droit ;
- Contribuer à lutter contre l'impunité dont les coupables de corruption et de malversations bénéficient ;
- Elaborer et proposer des méthodes destinées à informer la population sur les contrats coûteux avant leur signature ;
- Améliorer le bien-être de la population en général et des pauvres en particulier ;
- Atteindre un niveau acceptable de justice sociale garantie par un état de droit ;

- Promouvoir et encourager les recours collectifs en justice remettant en cause des décisions administratives abusives ;
- Lancer et proposer des programmes éthiques ;
- Eviter que les lourdes dettes contractées par des élites corrompues incombent à la seule population ;
- Promouvoir la morale au sein des pouvoirs publics comme au dehors ;
- Promouvoir la création des systèmes de gestion des données fiables ;
- Eduquer la population à mieux comprendre la gestion de la chose publique.

Distingués invités, Mesdames et Messieurs,

Pour atteindre efficacement nos objectifs, l'OLUCOME s'est assigné un programme ambitieux certes sur une période de 15 ans dans un premier temps et dont nous allons reprendre les plus importants dans ce message à savoir :

- Elucider les concepts de corruption et de malversations économiques ;
- Inventorier toutes les formes de corruption et de malversations économiques dans les différentes villes du pays ;
- Créer les antennes aux chefs-lieux de toutes les provinces et communes du pays etc.

Excellence Monsieur le Ministre de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation ;
 Honorables Députés,
 Excellences Messieurs les Ministres ;
 Messieurs les Ambassadeurs ;
 Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations internationales au Burundi,
 Messieurs les Représentants des Confessions Religieuses,
 Messieurs les Représentants du Conseil des Bashingantahe au Burundi,
 Distingués invités, Mesdames, Messieurs,

Je voudrais avant de boucler mon propos, lancer un appel vibrant à toutes les forces vives de la Nation, à la communauté Internationale, aux médias et particulièrement aux autorités du Ministère de la Bonne Gouvernance pour qu'ils nous prêtent main forte dans la lutte contre ces fléaux qui gangrènent notre société. Nous demandons à son Excellence Monsieur le Ministre de la Bonne Gouvernance de procéder au lancement officiel des activités de l' Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques « OLUCOME » en sigle,.

Je vous remercie infiniment
 que Dieu vous bénisse...